

**Christian Pineau. Témoignage in *De Gaulle en son siècle*, colloque de l'Unesco, novembre 1990. Paris, Plon, La Documentation française, Institut Charles de Gaulle, 1, 1991, pp. 149-150**

« Mon observation principale portera sur l'intervention concernant la religion juive. Je suis membre du Conseil d'administration de la LICRA et, par conséquent, je ne suis pas suspect du moindre racisme. Je crois que le malentendu actuel entre nos amis juifs et ceux qui ne le sont pas provient d'une assimilation trop poussée entre les Juifs et l'Etat d'Israël. Il y a une religion juive, que nous respectons tous, bien entendu. Mais l'Etat d'Israël n'est pas seulement un Etat juif, c'est un Etat politique, il fait partie de la politique mondiale. Il a des relations avec d'autres pays, il prend des positions sur lesquelles nous pouvons ne pas être d'accord, sans pour autant critiquer le judaïsme et sans pour autant nous séparer de nos amis juifs ; c'est ainsi qu'il faut comprendre l'intervention du général de Gaulle. J'ai eu l'occasion d'en parler avec lui ; sa position, réservée à l'égard de l'Etat d'Israël à une certaine époque, correspondait à la volonté de la France de ne pas séparer un certain nombre de peuples qui sont parmi les plus pauvres du monde. Quand on me parle des pays arabes, et mes positions depuis 1956 sont connues de tous, je ne pense pas seulement au colonel Nasser ou au président actuel de l'Irak, je pense à tous les malheureux arabes qui crèvent de faim, dont les dirigeants sont riches de leur pétrole et que nous devons aider si nous voulons empêcher un certain nombre d'événements graves au Moyen-Orient ; il n'y a rien là d'une manifestation antijuive. Au sein de la LICRA, nous avons eu des discussions très passionnées sur ce sujet ; toutes les fois, un certain nombre d'entre nous, moi personnellement et mon ami Jean-Pierre Lévy qui, lui, en tant qu'Israélite, n'est pas suspect, disons de préférer les colombes aux faucons, ce n'était pas nous prononcer contre l'Etat d'Israël. Des deux politiques de celui-ci, celle du gouvernement actuel et celle de son opposition, nous avons le droit, tout en respectant profondément la religion juive, de choisir l'une plutôt que l'autre. Voilà ce que je voulais dire car je crois que cela éviterait beaucoup de malentendus. »